

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/RL/M/12

25 mars 2004

(04-1366)

Groupe de négociation sur les règles

RAPPORT RÉSUMÉ DE LA RÉUNION DU 16 MARS 2004

Note du Secrétariat

1. Le Groupe de négociation sur les règles (le "Groupe") a tenu une réunion formelle le 16 mars 2004.

A. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

2. Le Groupe a adopté l'ordre du jour suivant:

A. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

B. COMPILATION DES QUESTIONS ET PROPOSITIONS IDENTIFIÉES PAR LES PARTICIPANTS AU GROUPE DE NÉGOCIATION SUR LES RÈGLES – TN/RL/W/143

C. DOCUMENTS PRÉSENTÉS DEPUIS LA DERNIÈRE RÉUNION DU GROUPE

i) ANTIDUMPING

ii) SUBVENTIONS ET MESURES COMPENSATOIRES, Y COMPRIS LES SUBVENTIONS AUX PÊCHERIES

D. ORGANISATION DES TRAVAUX DU GROUPE

E. AUTRES QUESTIONS

- Identification de personnes à contacter

B. COMPILATION DES QUESTIONS ET PROPOSITIONS IDENTIFIÉES PAR LES PARTICIPANTS AU GROUPE DE NÉGOCIATION SUR LES RÈGLES – TN/RL/W/143

3. Le Président a dit que la compilation réunissait de façon systématique en un seul document toutes les questions soulevées et les propositions présentées jusque-là par les participants au sujet des mesures antidumping ainsi que des subventions et des mesures compensatoires, y compris les subventions aux pêcheries, ce qui donnait un aperçu général de l'éventail des questions et des propositions dont le Groupe était saisi, regroupées par sujet. Cette compilation visait à donner non pas une explication détaillée des questions et des propositions, mais un aperçu général de leurs éléments essentiels. Les éléments théoriques, les orientations politiques, etc. n'y apparaissaient pas, mais ils figuraient dans les communications originelles énumérées dans l'annexe. La compilation reflétait l'éventail des questions et propositions dont le Groupe était saisi au jour de sa distribution; elle serait actualisée régulièrement pour tenir compte des questions et propositions supplémentaires qui seraient formulées. L'ordre dans lequel les questions et propositions étaient rangées ne préjugait pas de leur substance. Le Président a invité les délégations à donner leur avis et à formuler des

suggestions concrètes sur la manière dont leurs questions ou propositions étaient traitées dans la compilation.

4. Tous les participants qui ont pris la parole se sont dits satisfaits de la compilation, qu'ils jugeaient utile et bien organisée. Un participant a dit qu'il espérait qu'une mise à jour serait disponible avant la pause de l'été et a encouragé les autres à présenter dès que possible des projets de suggestion. Un autre a signalé que, si utile soit-elle, la compilation ne pouvait être considérée comme la seule base des travaux futurs du Groupe et que celui-ci devait poursuivre le débat sur la base des communications et des questions et réponses originelles, qui contenaient des détails et des analyses techniques très utiles. Il a proposé que le nom des participants qui soumettaient les diverses propositions soit indiqué dans la compilation. Un troisième participant a fait observer que la compilation ne limitait ni ne préjugait les travaux à venir du Groupe et qu'elle n'empêchait pas la présentation de nouvelles propositions.

C. DOCUMENTS PRÉSENTÉS DEPUIS LA DERNIÈRE RÉUNION DU GROUPE

i) ANTIDUMPING

5. Le premier document, intitulé "Proposition concernant les questions liées aux parties affiliées" (TN/RL/W/146), avait pour auteurs onze participants. L'un des auteurs qui l'a présenté a évoqué les problèmes relatifs à la notion d'affiliation dans l'Accord antidumping. Parmi ces problèmes, il y avait l'absence de définition claire de l'affiliation aux fins du calcul des marges de dumping. Il arrivait donc que les autorités chargées de l'enquête élaborent leur propre définition et élargissent inutilement la portée de l'enquête. Ces pratiques étaient lourdes pour les entreprises interrogées, et il n'était pas raisonnable que les autorités aient recours aux données de fait disponibles simplement parce qu'une entreprise ne pouvait répondre à des enquêtes aussi élargies. Un autre problème était que, parfois, les autorités abusaient de leur pouvoir au sujet du traitement des transactions entre parties affiliées, en choisissant des données qui accroissaient les marges de dumping. Les auteurs proposaient de clarifier la définition de l'affiliation et d'améliorer le traitement de ces transactions. Ils proposaient d'adopter, dans cette définition, le critère du "contrôle", selon lequel une partie serait considérée comme affiliée à d'autres si elle les contrôlait, était contrôlée par elles ou était sous leur contrôle commun. Cette définition, qui reposait sur l'idée d'"identité des intérêts économiques", était conforme au critère de "consolidation" dans les normes comptables admises au niveau international. Le traitement proposé pour les transactions entre parties affiliées était simple et transparent, de façon à empêcher les autorités de choisir les données en fonction du résultat.

6. D'autres auteurs ont donné des détails sur le document. Il n'était pas possible de supposer que l'affiliation donne lieu automatiquement à des prix sur lesquels on ne pouvait se fonder, et il fallait des disciplines et des définitions plus strictes pour déterminer clairement quand et dans quelle mesure des données issues de transactions réelles pouvaient être écartées. Les intervenants ont cité des exemples dans lesquels les autorités avaient adopté une interprétation trop large de l'affiliation, ce qui les avait conduits à écarter de façon déraisonnable des données réelles et à recourir de façon excessive aux données de fait disponibles. Ils ont aussi souligné qu'il fallait déterminer les relations entre les parties de façon objective en considérant les intérêts économiques qui les liaient et en analysant leur pouvoir de contrôle réciproque. Les autorités pouvaient certes avoir à appliquer des critères aux ventes faites à des parties affiliées pour déterminer la valeur normale, mais il fallait des données fiables et justifiables concernant les coûts et les frais de vente. Les auteurs ont aussi demandé qu'il y ait des lignes directrices claires interdisant d'enquêter auprès de parties affiliées qui exportaient le même produit comme si elles constituaient une seule partie interrogée. Ils comptaient proposer des disciplines supplémentaires au sujet de l'article 2 de l'Accord antidumping, en particulier d'autres aspects concernant les transactions faites au cours d'opérations commerciales normales, afin de réglementer de façon stricte les pratiques qui aboutissaient à fausser les résultats, telles la réduction à

zéro et la mise à l'écart automatique des transactions entre affiliés ou des transactions faites à des prix inférieurs aux coûts.

7. Des avis divergents ont été exprimés sur ce document. Un participant s'est dit préoccupé par la définition proposée pour les parties affiliées. Le simple fait de constater que des parties étaient affiliées ne signifiait pas nécessairement que les ventes faites entre elles seraient écartées – cette détermination déclenchait un examen à un deuxième niveau des prix, de la nature de la relation et de la finalité des ventes. Une définition indûment étroite de l'affiliation pourrait empêcher les autorités d'examiner ces questions. Les auteurs proposaient une définition étroite et légaliste de l'affiliation reposant uniquement sur le pouvoir juridique d'exercer des droits de vote sur les actions de la société, alors que de nombreux facteurs pouvaient conduire les autorités à examiner plus attentivement une vente. Des parties affiliées pouvaient avoir de multiples raisons de coopérer à la fixation des prix, les moindres n'étant pas de simples objectifs comptables ou de planification. Le document mentionnait certes les difficultés complexes que posaient les parties affiliées, mais la solution proposée ne reviendrait guère plus qu'à fermer les yeux sur le problème. L'un des moyens de faire avancer cette question serait d'examiner comment les auteurs du document déterminaient l'existence d'une affiliation et comment ils avaient surmonté les problèmes considérés.

8. Un autre participant a dit qu'il était satisfait du document, à la fois parce que les informations considérables exigées par certaines autorités au sujet des transactions entre parties affiliées pouvaient rendre prohibitif le coût de la coopération et parce qu'une clarification pouvait rendre plus prévisibles les déterminations en matière de dumping. Au sujet des solutions envisagées, la définition proposée pour l'affiliation (normalement une participation de 50 pour cent au capital) constituait un seuil très élevé et ne recouvrait pas toutes les situations dans lesquelles les prix n'étaient pas fixés dans des conditions de pleine concurrence, par exemple lorsque des sociétés étaient liées par des participations inférieures à 50 pour cent mais avaient des liens familiaux. Quant à ce qu'il faudrait faire lorsque des transactions avaient lieu entre parties affiliées et que les prix étaient influencés par la relation, la question était complexe. Selon la proposition, lorsqu'il n'était pas possible d'écarter simplement ces transactions, par exemple parce qu'il n'en resterait à peu près aucune, les autorités devraient utiliser les transactions affectées. L'intervenant n'était pas satisfait de cette approche. Il y avait un équilibre à ménager entre la recherche de données fiables et la nécessité d'éviter de recueillir trop d'informations auprès des entreprises interrogées, et la proposition privilégiait ce dernier aspect. Les participants devraient chercher à mieux concilier ces objectifs.

9. Un participant a dit que l'article 15 de l'Accord sur l'évaluation en douane pouvait donner des indications utiles, car il contenait une définition des parties liées et énonçait des critères pour déterminer si la valeur transactionnelle était acceptable. Même si son but était différent, l'Accord sur l'évaluation en douane traitait de la même notion et pourrait être utile. Un autre participant a demandé quels étaient les liens entre les propositions figurant dans le document et la méthode transaction par transaction que préféraient les petites économies.

10. L'un des auteurs du document a répondu aux observations. À propos de la définition des parties affiliées, toutes les discussions à venir devraient prendre comme base la pratique établie qui reposait sur les normes comptables internationales ayant des fins fiscales et comptables. Le but des auteurs était de rendre plus clairs et plus prévisibles les calculs en matière de dumping et d'éviter que les activités commerciales normales ne soient entravées ou qu'une charge inutilement lourde ne soit imposée aux entreprises interrogées. Il pouvait y avoir de nombreux cas dans lesquels les prix étaient influencés, mais la capacité qu'avait une partie d'influencer une autre ne suffisait pas pour considérer que l'on ne pouvait se fonder sur les prix de transaction. Cette influence constituait l'essence même des opérations commerciales normales, et les autorités ne devraient pas s'interposer dans ces activités.

11. Le deuxième document examiné était intitulé "Réponses des Communautés européennes aux questions posées sur le document TN/RL/W/67 – "Document de réflexion des Communautés européennes sur un mécanisme de contrôle rapide pour l'ouverture d'enquêtes"" (TN/RL/W/142). Le

participant qui avait posé les questions continuait d'avoir des préoccupations et des questions au sujet de la procédure proposée à l'examen du Groupe. Il a demandé quel serait le rapport entre l'établissement d'un tel groupe spécial et les demandes de prorogation du délai de remise des réponses au questionnaire prévues à l'article 6.1.1 et s'il serait uniquement demandé au groupe spécial de donner plus de temps aux parties pour répondre aux questionnaires. Il s'inquiétait en outre de la proposition relative à l'arbitrage obligatoire. L'auteur suggérait-il qu'un Membre importateur devrait être contraint d'accepter un arbitrage obligatoire avant qu'il ait été constaté que ses actions étaient incompatibles avec l'Accord antidumping ou l'Accord sur les subventions? L'intervenant estimait aussi que, pour qu'un mécanisme de contrôle rapide puisse fonctionner correctement, il fallait que les parties aient rapidement accès aux renseignements factuels qui conduisaient à l'ouverture d'une enquête. Si le Groupe voulait approfondir cette question, il faudrait qu'il examine la façon d'adopter des prescriptions applicables en matière de transparence des procédures d'ouverture.

12. Le troisième document examiné était intitulé "Réponses de l'Argentine aux observations et aux questions de l'Égypte (TN/RL/W/81 et TN/RL/W/67)" (TN/RL/W/144). Le participant qui avait posé les questions a dit, au sujet de la détermination de la valeur normale dans les circonstances où les producteurs et les exportateurs étaient associés au sens de l'article 2.3 de l'Accord antidumping, qu'il ne comprenait pas ce qui pouvait empêcher les autorités chargées de l'enquête de tenir compte des distorsions manifestes issues d'une telle association. Il estimait aussi que la mention des termes "association" et "arrangement de compensation" à l'article 2.3 donnaient suffisamment d'indications aux autorités chargées de l'enquête pour déterminer s'il était possible ou non de se fonder sur le prix à l'exportation. Il considérait que l'absence de différend sur l'interprétation de l'article 2.3 depuis l'établissement de l'OMC montrait de façon intéressante qu'il était inutile d'apporter des éclaircissements ou des améliorations sur cette question.

13. Le quatrième document examiné était intitulé "Réponses aux questions de l'Inde sur le document TN/RL/W/35" (TN/RL/W/147). L'auteur a souligné que l'équité procédurale était un thème important et qu'elle était indispensable à la primauté du droit dans les systèmes juridiques et administratifs des sociétés civiles. Outre qu'elles contribuaient à l'existence d'un processus décisionnel juste ou ouvert dans l'intérêt de tous les Membres de l'OMC, ces notions aidaient à maintenir la vigueur et l'efficacité des instruments. L'intervenant a encouragé les autres Membres à faire part de leur expérience et de leurs idées concernant la mise en œuvre et l'amélioration des procédures d'enquête et des règles en matière d'équité procédurale au niveau national.

ii) SUBVENTIONS ET MESURES COMPENSATOIRES, Y COMPRIS LES SUBVENTIONS AUX PÊCHERIES

14. Le seul document mentionné dans ce contexte était intitulé "Réponses aux questions de l'Australie (document TN/RL/W/135) concernant la communication du Canada relative à l'amélioration des disciplines de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (document TN/RL/W/112)" (TN/RL/W/145). Il n'y a pas eu de discussion sur ce document.

D. ORGANISATION DES TRAVAUX DU GROUPE

15. Pour l'examen de ce point de l'ordre du jour, le Président a fait passer la réunion au mode informel, afin de procéder à un échange de vues sur l'organisation des futurs travaux du Groupe. À la fin des discussions, il est revenu au mode formel pour annoncer que la réunion suivante aurait lieu du 26 au 28 avril 2004. Elle inclurait des discussions informelles approfondies sur des propositions plus détaillées. Pour pouvoir être discutées de manière informelle à la réunion d'avril, les propositions détaillées devaient être remises au Secrétariat avant la fermeture des bureaux le jeudi 8 avril 2004, afin de pouvoir être traduites et distribuées comme documents portant la cote Job. Par souci de justice pour tous les participants, le Président serait très ferme sur ce délai. Il a demandé aux participants de faire preuve de retenue en ne présentant pas trop de propositions détaillées au départ, sachant qu'ils auraient pleinement l'occasion de présenter des propositions détaillées sur toutes les questions. Il leur

a en outre demandé de veiller à ce que ces propositions soient suffisamment précises et détaillées pour permettre une discussion utile et complète et d'être prêts à expliquer en profondeur les détails et le bien-fondé de ces propositions et d'en discuter.

E. AUTRES QUESTIONS

16. Le Président a indiqué qu'il avait demandé au Secrétariat de dresser une liste de personnes à contacter pour les négociations sur les règles. Il a invité les participants qui ne l'avaient pas encore fait à communiquer au Secrétariat le nom de leur(s) personne(s) à contacter. Bien que dépourvue de caractère officiel, cette liste faciliterait les communications avec les participants et entre eux.
